

le 28 juin 2024

Comme chaque année, en milieu d'exercice, le service Politique de la Ville présente au Conseil Citoyen, le travail fourni dans le cadre de la DSU. Cette présentation s'est déroulée ce 21 juin 2024. Comme lors de chaque exposé, nous remarquons l'engagement très conséquent de la Ville pour les quartiers en QPV. Mais cette année, nous avouons une certaine déception au regard des éléments présentés.

- Commençons, cependant, par les nouvelles et les évolutions encourageantes ou stables :

Les chiffres de l'emploi semblent meilleurs ces dernières années. (Malgré une augmentation toujours constante de la part des jeunes sans emploi ni formation sur le territoire) Une fois de plus, l'aspect « qualitatif » de l'emploi n'est pas communiqué : type de contrat, création d'entreprises, par exemple.

Le succès de certaines opérations comme le passeport culture

L'évolution des actions santé. La concertation avec le Conseil Citoyen avance favorablement. Pour rappel, la Ville s'est engagée sur une compétence censée dépendre d'autres structures de l'administration française.

Les actions dans les écoles. Nous déplorons, cependant, que certaines initiatives de parents d'élèves soient retoquées en commission d'attribution à l'APH à titre de prétendus doublons budgétaires avec l'Education Nationale.

Le programme Opus à destination des jeunes musiciens. Certes, seulement une dizaine d'enfants sont concernés mais on constate très peu d'abandon en cours de formation.

L'extension du périmètre QPV est acté et comprend maintenant le collège Devos. Il existait quelques incohérences géographiques qui sont maintenant corrigées.

- Le logement reste toujours sous énorme tension. Chaque année, les chiffres restent désespérants et le mal semble incurable. Il nous est précisé 81 attributions pour 2300 demandes, soit une vingtaine d'attributions de moins que l'an dernier. Le Conseil Citoyen à, plusieurs fois, manifesté ses doutes sur la centralisation des attributions pilotées par la MEL. Assez récemment, certains habitants hémois déplorent l'arrivée de locataires issus d'autres secteurs de la Métropole avec un effet de compétition sur le territoire et une augmentation des incivilités et de l'insécurité.

Lors de cette présentation, nous nous sommes exprimés, une fois de plus, sur un sujet sensible : Les caméras. Il nous semble indispensable de parvenir au seuil des 130 avec l'espoir de pouvoir contenir le vandalisme important dont elles font l'objet.

Le dispositif CITEO est privé de ses médiateurs de quartiers. Leur travail de terrain était considéré comme remarquable. Cela nous semble scandaleux.

Au regard de l'enveloppe générale attribuée par l'Etat soit 12 millions d'Euros, nous nous demandons si les engagements financiers régaliens sont bien respectés auprès de la municipalité.

Pour le Conseil Citoyen
Pr. Norwileyna VANDIER